



FRAKTION

CHAMBRE DES DEPUTES

Entrée le:

19 FEV. 2015

921

**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**

Luxembourg, le 19 février 2015

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame le Ministre de la Santé relative à la législation sur les droits et obligations du patient et son exécution.

La loi du 24 juillet 2014 a eu l'ambition de renforcer le droit des patients. Alors que cette loi fut publiée au Mémorial A du 31 juillet 2014, beaucoup attendent avec impatience l'adoption du règlement grand-ducal prévu à l'article 15 de cette loi afin d'obtenir des précisions e.a. sur le contenu minimal du dossier patient à tenir par les différentes catégories de professionnels de santé.

Alors qu'il existe une urgence certaine en la matière j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre :

- Madame le Ministre ne considère-t-elle pas que le droit à un dossier patient soigneusement tenu à jour soit primordial pour garantir des soins de santé de qualité ?
- Quelles sont dès lors les raisons à la base du retard pris par le ministre dans l'exécution de la disposition législative susmentionnée ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Marc Spautz  
Député



24..3.15

**Réponse de la Ministre de la Santé  
à la question parlementaire n° 921 de Monsieur le député Marc SPAUTZ  
concernant le dossier patient**

---

La loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient, dispose en son article 15 (1) que *« le patient a droit, de la part du prestataire de soins de santé, à un dossier patient soigneusement tenu à jour. Le dossier patient retrace, de façon chronologique et fidèle, l'état de santé du patient et son évolution au cours de la prise en charge. Il renseigne toute information pertinente pour la sécurité et l'évolution de l'état de santé du patient. »*

Je rejoins l'honorable député, en ce qu'il souligne à juste titre que le droit à un dossier soigneusement tenu à jour constitue une avancée de la nouvelle loi et un droit primordial du patient.

Le prédit article 15 (1) de la loi du 24 juillet 2014 habilite le pouvoir réglementaire de déterminer le contenu minimal du dossier patient tenu par les différentes catégories de professionnels de santé, ainsi que de fixer le format, les codifications, les standards et les normes à utiliser aux fins d'assurer l'interopérabilité des dossiers, de faciliter la tenue de bases de données communes standardisées, de tableaux de bord, et de permettre à l'aide de techniques d'anonymisation la conservation et l'extraction de données relatives au fonctionnement, à la performance et à la gestion du système de santé ainsi qu'à des fins statistiques, de recherche et d'amélioration continue.

Mes services viennent d'élaborer un avant-projet de règlement grand-ducal visant à préciser les dispositions générales de la loi relatives au dossier individuel du patient à tenir en milieu hospitalier. Cet avant-projet se propose d'une part d'en fixer la structuration, le contenu minimum, le format des pièces qu'il contient et, d'autre part, de définir les modalités nationales de codification des données administratives, des diagnostics et des prestations médicales. L'avant-projet sera soumis à la consultation du secteur avant l'été.

Le développement d'une réglementation cohérente encadrant le contenu minimal et la structuration du dossier patient tenu par les professionnels de santé actifs en dehors du secteur hospitalier constitue en même temps un chantier d'avenir important, notamment afin de soutenir la construction d'un système national d'information en santé performant, en veillant à l'impératif d'une interopérabilité fonctionnelle des systèmes d'information hospitaliers et extrahospitaliers.

La réglementation sera ainsi complétée dans les années à venir au-delà des efforts entrepris actuellement. Une priorisation de la réglementation du dossier individuel du patient hospitalier s'est cependant imposée étant donné le rôle important du secteur hospitalier dans notre système de santé et l'urgence de disposer d'informations structurées dans ce secteur aux fins de planification sanitaire.



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Santé

En attendant ces précisions et efforts d'harmonisation, les différents prestataires de soins de santé restent néanmoins tenus de réaliser la mise à jour du dossier patient conformément à la loi. Sur base des caractéristiques propres à leur activité, il leur appartient ainsi de déterminer eux-mêmes le contenu et la structure du dossier patient. Ce faisant ils sont tenus d'appliquer les exigences générales de la loi, conformément auxquelles le dossier patient doit retracer, de façon chronologique et fidèle, l'état de santé du patient et son évolution au cours de la prise en charge, ainsi que toute information pertinente pour la sécurité du patient et l'évolution de l'état de santé de ce dernier.